Burundi : Des députés insatiables

Le Pays, 28 dÃ©cembre 2009Le Burundi sâ€™est illustrÃ© dans lâ€™actualitÃ© avec deux faits majeurs qui ont marquÃ© le dÃ week-end Ã©coulÃ©. Le premier, par ordre chronologique, ce sont les indemnitÃ©s et avantages que se sont octroyÃ© les dÃ©putÃ©s burundais Ã travers le vote Ã lâ€™unanimitÃ© de deux projets de loi, dans la nuit du 24 au 25 dÃ©cembre 2009 a moment oÃ¹ les fidÃ¨les catholiques du monde â€“ et de ce pays aussi - sâ€™apprÃªtaient Ã cÃ©lÃ©brer la naissance de lâ€™ JÃ©sus.Le deuxiÃ¨me fait est la demande de remplacement du reprÃ©sentant de lâ€™ONU au Burundi, le Tunisien Youssef Mahmoud, formulÃ©e officiellement par les autoritÃ©s de Bujumbura. Â«Â CrimeÂ Â» commis par ce troisiÃ¨me reprÃ©sentant onusien : ses accointances avec lâ€™opposition, ses immixtions dans les affaires intÃ©rieures du pays, surtout concernant les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de juillet 2010. Mais de ces deux Ã©vÃ©nements, celui qui aura le plus fait jaser est le cadeau de NoÃ que se sont offert les Ã©lus du peuple.

Le geste ne pouvait passer inaperÃ§u au sein dâ€™une population dont 70% vit en dessous du seuil de pauvretÃ©. Les Ã©lus ont, par un vote, augmentÃ© les indemnitÃ©s et avantages Ã verser au chef de lâ€™Etat et Ã ses deux vice-prÃ©sidents, aux ministres, aux sÃ©nateurs, bref Ã tout dignitaire en fin de mandat. Mais la mesure a du mal Ã passer au sein des populations.Et pour cause : les dÃ©putÃ©s sont non seulement perÃ§us comme des personnes qui sont dÃ©jÃ bien loties socialement par rapport au commun des Burundais mais aussi payÃ©es Ã ne rien faire. Dans ces conditions, sâ€™octroyer des indemnitÃ©s et des avantages supplÃ©mentaires qui vont coÃ»ter entre 7 et 8 millions de dollars amÃ©ricains aux contribuables est vu comme une provocation, un gaspillage des maigres ressources financiÃ¨res du pays.Depuis 1990, date du dÃ©but du processus de dÃ©mocratisation, la perception des dÃ©putÃ©s et des AssemblÃ©es nationales par les peup nâ€™a pas beaucoup variÃ© en Afrique. En effet, le pouvoir lÃ©gislatif traÃ®ne comme un boulet Ã ses pieds dâ€™une image dâ€™institution budgÃ©tivore, de valet du pouvoir exÃ©cutif et est vu comme sa caisse de rÃ©sonance.Et les Ã©lus ne font pas dâ€™efforts pour prouver le contraire. Par leurs actions, ils ont contribuÃ© mÃªme Ã renforcer cette image en rÃ©visant par exemple les Constitutions pour permettre aux dirigeants en place de rester le plus longtemps possible au pouvoir.

Certes, certaines AssemblÃ©es nationales se sont illustrÃ©es par leur refus dâ€™Ãªtre des caisses de rÃ©sonance du pouvoir.Mais elles sont combien en Afrique ? TrÃ¨s rares. Au Burkina, on se rappelle aussi les cris dâ€™orfraie qui avaient accompagnÃ© les trois millions de F CFA que les dÃ©putÃ©s de la troisiÃ¨me lÃ©gislature avaient votÃ©s pour eux-mÃªmes Ã lâ€™occasion des fÃªtes de fin dâ€™annÃ©e.Ce qui sâ€™est passÃ© au Burundi est donc le reflet de la boulimie des Ã©lus du rÃ©volte le mÃªme peuple qui ne reconnaÃ®t plus ceux qui sont censÃ©s dÃ©fendre ses intÃ©rÃªts. Mais câ€™est se mÃ©pre les politiciens africains qui utilisent le peuple pour parvenir Ã leurs fins. Chacun dit agir au nom de celui-ci mais en fin de compte, il nâ€™a dâ€™yeux que pour ses propres intÃ©rÃªts. Lâ€™analphabÃ©tisme aidant, les mÃªmes politiciens flattent le se faire rÃ©Ã©lire Ã chaque scrutin en recourant sâ€™il le faut, Ã la fraude.On ruse tellement avec les rÃ¨gles de la dÃ©mocra lâ€™occidentale que lâ€™on se demande sâ€™il nâ€™est pas temps de trouver quelque chose dâ€™autre qui serait plus sinc adaptÃ© au contexte africain. Mais en attendant, le triste spectacle auquel lâ€™on assiste se poursuit de plus belle sans que personne ne puisse y mettre le holÃ .La sociÃ©tÃ© civile, sur qui repose beaucoup dâ€™espoirs en tant que contre-pouvoir, a d plus en plus du mal Ã jouer son rÃ´le. Celle du Burundi a donnÃ© de la voix contre ses dÃ©putÃ©s insatiables. Mais sera-t-elle entendue ?Par SÃ©ni DABO